

LEMA

EUSKAL INDARRA, ZU ZIRA !
LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

N°177 Zkia - Avril 2013ko Apirila

HILABETEKARIA
MENSUEL : 2 €



Aberri Berria

LGV
p. 7

La coopération en Bolivie
p. 8

Agence locale
de l'énergie
p. 14 à 16

Jordi Vera
p. 20

ABERRI BERRIA

Aberri Eguna 2013

www.eaj-pnb.eu



Jeltzaleak / Les Démocrates Basques



Aux larmes citoyens !

Le dernier dimanche de juillet aura lieu la traditionnelle pastorale souletine à Cheraute.

La déclaration universelle des droits de l'homme sera mise au goût du jour puisque c'est René Cassin qui sera honoré. Personnage bayonnais dont la république française se targue avec fierté et à juste raison, d'être l'un des siens.

Parallèlement l'état, en rang serré quoi qu'on en dise, refuse le droit le plus élémentaire à un de ses peuples et à ses citoyens. Il refuse de lui donner les moyens de défendre ce qu'il a de plus cher : ses racines et son histoire au travers de sa langue. L'état en guise de liberté cultive le « fait du prince », au nom de l'égalité ne fait que de l'uniformisation et au nom de fraternité sème la discorde. De quoi a-t-il peur ? qui sommes-nous pour inquiéter un état qui expédie des sous-marins nucléaires autour de la terre au nom de la défense de la liberté des peuples ? Nous ne sommes sûrement pas grand chose pour subir un tel mépris, mais notre peuple a des ressources et de la détermination pour une raison

toute simple : « nous sommes chez nous », expression populaire française bien explicite. D'ailleurs j'invite nos chers timoniers nationaux à utiliser ces « messages populaires » et les mettre en pratique plus souvent. « Balayer devant sa porte » me paraît être une autre expression que nos dirigeants auraient dû pratiquer avant de partir en « croisade » en Afrique défendre ces peuples opprimés. Le président Hollande n'a pas eu le courage de ratifier la charte européenne des langues régionales et son « état major » rejette toute proposition émanant du conseil des élus de notre pays.

Le gouvernement est en train de manquer un rendez-vous avec l'histoire. Il ferme une à une toutes les portes qui s'entrouvrent, il refuse ces mains tendues.

L'état est décalé par rapport à la réalité du terrain. Le spectre du séparatisme basque traumatise et paralyse les cerveaux de nos gouvernants. Ils se réfugient derrière un NON catégorique (M. Valls), sans avoir même la pudeur ou les arguments pour le justifier.

Ces décisions politiques coura-



geuses, si elles avaient été prises, n'auraient eu comme conséquences que de resserrer les liens dans notre société.

Le basque même nationaliste n'est pas anti-français (dixit Eric Conan / Marianne) ou anti-espagnol ou anti-je ne sais quoi, la preuve : tout bas-cophone sur cette planète maîtrise au moins deux langues !... L'Etat est sourd. Faut-il demander conseil à nos amis Alsaciens ? Ils ont peut-être la recette pour mieux expliquer à ce « mundillo parisien » qu'une Collectivité Territoriale Spécifique l'aiderai dans ce « mano a mano » avec ces têtus de basques. Tout cela est désolant et pathétique, car nos démarches vont dans le sens de l'histoire. Ces revendications légitimes prendront forme inéluctablement. Un gouvernement courageux et visionnaire capable de prendre la décision se mettra-il en place un jour ?... gardons espoir.

Pako Arizmendi

“ En effet, ce que l'Homme a de plus cher, c'est sa mémoire, son histoire, ce sont ses racines, ses traditions, les valeurs de ses aînés, c'est à dire tous ses repères internes sans lesquels il se sent frustré et finalement malheureux. Rien n'est plus important pour la culture humaine que de conserver et de vivifier l'ensemble de ses racines. ”

Discours de **Jacques Chirac** le 6 septembre 1999 au Canada dans la région du NUNAVUT, félicitant le gouvernement canadien de donner les droits linguistiques aux Inuits.

Gure Alderdiko Lehendakaria Andoni Ortuzar jauna eta beste jeltzale batzu beti bezala seriozki ibiliz, ihauteriak behar den bezala ospatuz !

Notre président Andoni Ortuzar et d'autres jeltzale, comme toujours très sérieux, en fêtant le carnaval comme il se doit !





Un train de réformes institutionnelles

Les deux points de crispation que sont le « niet » du Gouvernement à la « collectivité territoriale Pays Basque » et à la ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires, ne doivent pas masquer le train de réformes institutionnelles en préparation. Elles sont foison et nombre d'entre elles auront un impact sur la vie publique en Pays Basque.

Charte européenne : comment mieux reculer ?

On ne reviendra pas sur le lamentable renoncement du Gouvernement à introduire dans la Constitution de 1958 la possibilité de ratifier la Charte européenne des langues régionales, en souffrance depuis sa signature par la France en 1992. Au prétexte d'une majorité des 2/3 au Congrès soi-disant introuvable, le Chef de l'Etat préfère renier une de ses promesses de campagne. Pourtant, malgré la mise en place d'un Conseil consultatif des langues régionales – qui s'apparente à un nouveau « machin » -, aucun soutien significatif ni aucun espoir de normalisation linguistique ne sera possible sans assurer, comme minimum, la ratification de la Charte européenne.

Mode de scrutin : plus de démocratie, mais à quel prix ?

La France est le pays d'Europe qui connaît la plus grande diversité, complexité et surtout instabilité de scrutins électoraux. Un mauvais service rendu à la démocratie. Alors que la population attend de la simplification et de la proximité, le Gouvernement fait une croix sur le « conseiller territorial » à la sauce Sarkozy, et bouleverse de fond en comble le mode d'élection des conseillers généraux. Les « cantons » sont supprimés pour être remplacés par des circonscriptions plus vastes, dont le ministère de l'intérieur maîtrise seul le redécoupage. Chaque nouvelle circonscription comptera deux

sièges, qui seront pourvus au terme d'un scrutin majoritaire à deux tours sur candidatures de « tickets » comportant deux titulaires, obligatoirement homme/femme. Le parti qui remporte la circonscription raflera ainsi les deux sièges. Ce nouveau mode de scrutin, inédit, aura pour effet mécanique de faire élire une assemblée départementale strictement paritaire, tout en assurant, nous dit-on, des majorités stables...

Au niveau municipal, les deux innovations majeures sont l'élection des futurs délégués communautaires directement

seuil à 500 habitants. Mais la décision finale, après intervention du Sénat, devrait descendre la barre jusqu'aux communes de 1000 habitants. Cette réforme est lourde d'implications, et il n'est pas facile d'en apprécier tous les enjeux. Les principales conséquences en sont l'interdiction des candidatures isolées, des listes incomplètes, du panachage et l'obligation en revanche de déclarer les candidatures, d'appliquer la parité aux listes et de présenter des comptes de campagnes. Mais les villages et petits bourgs, notamment en Pays Basque, auront-ils la possibilité de présenter une pluralité de listes complètes et paritaires ?



La technopôle Izarbel, au cœur du développement économique productif en Pays Basque

Non cumul des mandats : la réforme au forceps

Encore un engagement du candidat Hollande que le Président élu a du mal à imposer... à ses propres troupes socialistes. Mais heureusement, cette question, que le PNB considère

depuis toujours comme une condition indispensable du renouveau démocratique, trouve de nombreux partisans à droite comme à gauche. Nous souffrons trop de l'immobilisme qu'engendre les champions du cumul et les dynasties locales... La réforme sera votée, mais vraisemblablement sans interdiction totale du cumul « horizontal » des mandats et sans forcément de limites supplémentaires au cumul dans le temps. Mais dans tous les cas, la réforme devrait voir son application reportée

à l'occasion des élections municipales, par « fléchage » des candidats titulaires et suppléants, dans chacune des listes. Ce scrutin, qui reconnaît enfin le principe de l'élection au suffrage universel des assemblées intercommunales, évitera au moins l'organisation de deux scrutins distincts. La deuxième innovation est l'abaissement du seuil des communes soumises au mode de scrutin de liste avec prime majoritaire, jusqu'à présent réservé aux communes de plus de 3 500 habitants. L'Assemblée nationale a proposé d'abaisser le



après les élections municipales de 2014, voire en 2016. Et pourquoi pas après les élections présidentielles ?! Tout ceci n'est pas sérieux. Encore une promesse repoussée, repoussée et à la fin, sans doute, fortement émoussée.

Clarifications du calendrier électoral ?

Devant tant de réformes tous azimuts, les élus locaux et la population aimeraient disposer d'un horizon électoral apaisé et clarifié. Ce que ne facilitent pas les déclarations contradictoires des ministres. Il semble toutefois que le calendrier arrêté soit le suivant : élections municipales et « intercommunales » en mars 2014, élections européennes (sans changement de mode de scrutin cette fois) en mai 2014, élections sénatoriales à l'automne 2014, report des élections « départementales » et régionales à 2015.



Unser Land, le parti alsacien milite pour la collectivité unique d'Alsace

Décentralisation : l'éternel « fourre-tout »

« L'Acte III » de la décentralisation, annoncé, promis, voté sous Sarkozy, « gelé » par la nouvelle majorité, re-promis, reporté constamment et finalement entre les mains des parlementaires exige un décryptage minutieux que LEMA fera dès l'adoption de la loi. A défaut de texte définitif, il est possible de décrire l'architecture voulue par le Gouvernement.

« Régionalisation » en trompe l'œil : Les conseils régionaux se voient conforter dans leurs missions stratégiques, et dans leur rôle de « chef de file » en matière de formation professionnelle, de transports et de développement économique (soutien à l'export notamment). La « promotion des langues régionales » devrait également leur

être dévolue. Piètre consolation après le renvoi sine-die de la ratification de la Charte européenne. Mais, faute de mieux, cette piste peut ouvrir des perspectives nouvelles sur lesquelles travaillent déjà le PNB (cf .les récentes déclarations de Jean Tellechea à l'assemblée du syndicat intercommunal de soutien à la culture basque, le 23 mars 2013).

Les départements font de la résistance : toujours annoncés perdants, les conseils généraux, une fois « avalée » la réforme de leur mode de scrutin, s'en sortiront la tête haute. Ils deviennent « chefs de file » sur le tou-

risme et la solidarité des territoires, y compris l'aménagement numérique. Ils devraient aussi prendre en charge par exemple les établissements et services d'aide par le travail (handicapés).

EPCI, un nouvel élan : les vrais gagnants de la réforme seront inévitablement les communautés de communes et communautés d'agglomération, qui devraient se voir attribuer la police spéciale de la circulation sur les voies communales et surtout, l'élaboration des documents d'urbanisme (PLU). Le maire devrait cependant conserver l'attribution des permis de construire. Les EPCI (établissements intercommunaux à fiscalité propre) se verront également confier l'assainissement collectif et individuel, la gestion des milieux aquatiques et les aires d'accueil des gens du voyage.

Métropole, la nouvelle venue : Le Gouvernement Ayrault a considérablement « toiletté » le projet Sarkozy de créer des

« métropoles », sortes de super-communautés urbaines. Mais si l'enjeu est de taille pour Paris et les plus grandes villes de France (dont Bordeaux), il ne concerne guère le Pays Basque.

On peut encore signaler que l'Etat mettra en place un dispositif pour organiser la coopération des politiques publiques (une idée que le PNB porte déjà en Iparalde avec son projet de « conférence territoriale des services publics » complémentaire de la collectivité territoriale Pays Basque). Il est également prévu un mécanisme de sanction financière pour les collectivités qui ne joueraient pas le jeu de cette coopération.

D'autres collectivités territoriales à statut particulier

Mais en définitive, d'un point de vue local, deux initiatives attirent notre attention. La première est la création de la super métropole du Grand Lyon qui a vocation à fusionner sur le territoire de l'agglomération l'actuelle communauté urbaine et le département du Rhône. Le projet de loi prévoit expressément l'institution de cette nouvelle forme de collectivité, dite à statut particulier, conformément à la Constitution. La deuxième initiative se situe en marge de l'Acte III. Après un long processus de concertation entre élus, institutions et société civiles, le Gouvernement a convoqué une consultation populaire le 7 avril en Alsace, afin que les citoyens de ce territoire se prononcent sur le projet de fusion des deux départements et de la région. Si cette consultation est favorable, l'Etat s'engagera à mettre en place avec trois collectivités actuelles la nouvelle Collectivité unique d'Alsace. Inutile de préciser qu'il s'agira là d'une collectivité territoriale à statut particulier. Une de plus !



Le débat sur la Collectivité territoriale en Soule

Les principaux élus souletins s'y déclarent favorables. Le conseil des élus du Pays basque a pris son bâton de pèlerin pour aller expliquer le projet de collectivité spécifique du Pays basque dans les différentes communautés de communes. Le 23 mars dernier, c'était à Mauléon devant une centaine de personnes. Retour sur cette matinée riche en échanges.

D'entrée de jeu, le ton était donné par le président du conseil des élus, Jean Jacques Lasserre. Pas de grandes envolées lyriques, mais du concret pour expliquer par A+B, pourquoi la majorité des élus basques y sont favorables. « Elle est fondée sur une certitude, résumait l' élu de Bidache : mieux faire l'action publique ». Et Battitta Boloquy, le directeur du Conseil des élus, de rappeler les 8 domaines prioritaires retenus par élus et personnalités socio-économiques réunies dans le conseil de développement : transport en commun, développement économique, agriculture, tourisme, langue basque, culture, logement et coopération transfrontalière.

La situation politique a changé

Si une telle quasi unanimité est de mise, c'est aussi parce que la situation politique a changé en Pays basque. « Au départ, je n'étais pas un chaud partisan d'une évolution, reconnaissait J. Jacques Lasserre. Mais depuis que nous avons mis en place un débat dépassionné, nous nous sommes retrouvés autour de l'idée que nous ne pouvions pas rester les bras ballants alors qu'une réforme institutionnelle est en cours ».

Alors aidés de 2 universitaires, Jean Pierre Massias et Jean Gourdou (qui était présent à Mauléon), le projet a pu se mettre en place. D'autant plus, comme le rappelait J. Gourdou, que « l'article 72 de la constitution française permet la création de ce type de collectivité ».

Mais, car il y a un mais, cette création dépend d'une loi au parlement français. 577 députés qui décident de l'avenir du petit Pays basque, qui semble tout d'un coup bien éloigné de leurs préoccupations.

Pourtant la bataille se joue, malheureusement, en grande partie là-bas. Et le poids des parlementaires du Pays

basque sera déterminant dans la suite des événements. Comme lors de la discussion au sénat autour de la loi sur la décentralisation qui devrait avoir lieu autour du 20 mai.

La loi en discussion en mai

Les élus souletins ne s'y trompaient pas à l'image de Jean Pelle Iriart, le maire d'Aloze, qui soulignait : « Il faut mettre la pression sur les parlementaires, notamment en répondant oui au courrier envoyé



le président du conseil des élus du Pays basque, Jean Jacques Lasserre a été accueilli à Mauléon par le maire Michel Etchebest et Dominique Boscq, le président de la communauté de communes de Soule Xiberoa.

par le biltzar des maires ».

Élu de Musculdy, Léonie Agueraray, trouvait un moyen de pression simple: le bulletin de vote. « Au Pays basque, hitza hitz veut encore dire quelque chose. Et les basques ont aussi de la mémoire et sauront s'en souvenir en allant voter ».

Pepela Mirande, le conseiller général de Mauléon, voulait, lui, que le Conseil général 64 se prononce sur le sujet : « Le président Labazée nous a proposé une discussion sans vote. Mais moi, ce vote, je l'appelle de mes vœux ! ».

Venu du Béarn voisin, Marc Oxibar, favorable au projet de collectivité, interpellait ses partisans basques en lançant : « Le Béarn doit aussi faire ce travail et il faut que vous veniez convaincre vos collègues béarnais de faire ce chemin là ! ».

Parmi les nombreux élus, des personnes du monde socio-économique faisaient partager leur envie d'avancer. Ainsi, le jeune industriel mauléonais

Beñat Elkegaray lançait : « On ne veut pas subir l'avenir et des volontés qui viendraient d'ailleurs », tout en s'interrogeant : « Jusqu'où peut-on aller dans la négation d'une volonté collective ? ».

En bon enseignant, Joël Larroque parlait comptabilité avec humour : « J'ai 50 ans maintenant et ça fait longtemps qu'on rêve. Maintenant il serait temps qu'on entre dans la réalité, non ? ».

Pourquoi ailleurs et pas ici ?

Au final, la majorité des élus souletins (les 2 conseillers généraux, Pepela Mirande et Arnaud Villeneuve, le président de la communauté des communes Dominique Boscq et Michel Etchebest, le maire de Mauléon s'y sont déclarés favorables) et des socio-professionnels étaient sur la même longueur d'onde.

Dernier sentiment palpable, qui flottait dans cette salle Maulebaitha : l'incompréhension.

Pourquoi, alors que l'État accompagne des initiatives locales en Alsace, à Lyon ou en Savoie, laisse-t-il à l'écart celle venant du Pays basque ? Monsieur Valls n'est certainement pas étranger à l'affaire, mais il ne doit pas être le seul montré du doigt. Les gouvernements successifs parisiens ont décidément une image encore ancienne du Pays basque...

Quoiqu'il en soit, la mobilisation va continuer ici, avec comme point d'orgue, le grand rassemblement prévu à Baiona le 1er juin prochain.

Batxugaitz



18garren Korrika Andoaindik-Baionara

Beti bezala Korrika lasterkaldiak arrakasta handia bilduko du. Zazpi lurraldeak batzen dituen ibilaldi hori Iparraldean izan da martxoaren 16 eta 17an. Arnegitik sarturik pasa da Donibane Garazin, hortik joan da Larzabalera, gero Maule, Donapaleu, Hazparne, Kanbo, Ustaritze, Ezpeleta, Ainhoa, Sara eta berriz Hegoaldera Beran gaindi. Beti bezala ere etapa bakotx bada musika eta Kantu oihuen artekin segitzen du ttipa ttipa Euskal Herri osoa egiten.

Hala nola berriz itzuliko da Iparraldera martxoaren 24n kostako herriak kurutzatuz : Hendaia, Urruna, D.lohitzune, Azkaine, Senpere, Arbona, Biarritze, Angelu, Baionara heltzeko, azken etapa jendetsua eta burrunbatsua. Korrikaren azken heltzea beti izaiten da besta handi bat. Euskal herri osoan pizten du euskararen aldeko garra, munduari erakutsiz hemen dela euskara ezin suntsituaren lurraldea. Aurten ere hola bukatuko da Korrika martxoaren 24n « eman euskara elkarri » kantatuz eta obratuz.

Ahoan bilorik gabe ekintza argia

Euskaraz ari diren 5 hedabidek deliberratu dute hilabetearen behin elgarrekin eremaita ekintza bat. Hedabide hoiak dira : Herria, Hitza (Berria kasetaren ostiraleko gehigarria), Euskal Irratiak, Kanaldude eta Kazeta. info egunkari numerikoa. Lehen entseguarendako elkarrizketa bat egin diote Peio Olhagarai, Merkatal Ganberan, garapen ekonomikoaren arduradunari. Hunek erantzuna eman diote bost kazetari horieri, beldurrik gabe « eta ahoan bilorik gabe ».

Galdeak izan dira : AHT (TGV) ren etorkizunaren gainean, Donibane-Ziburuko portuaz, Pasaiako super portuaz, zenbat lanpostu hutsik dagon hemen, Bihartean egituraren martxa, Iparraldearen nortasuna.

Erantzunak hauxe : AHT aren kasuan lotura berri bat ekar dezakela, zein baldintzatan egin daiteken, Europar proiektua dela (3 mila km) Bruselatik Sevillara. Dena ahoan bilorik gabe !

- Donibane-Ziburuko portua (departamendua da jabea) Merkatal Ganberak negoziatzen du

portuko profesionalekin. Portua ez da aski handia eta transformatze lana hor berean egin behar da. (240 arrantzale eta 40 unti dira)

- Pasaiako superportuaren kontra da Baionakoa hets bailitake egiten balitz.

- 5 000 lan postu hutsik dira Iparraldean, bereziki hegazkingintzan : kalde-
reroak, fresalariak, Tornulariak, soldata



Korrika 10 000 jende Baionan

eta baldintza onetan. Gaztek ez dute motibaziorik eta ez da aski lotura egituren artean.

- Bihartean egituraren 250 enpresa daude Ipar eta Hegoaldekoak. Elgarrekin ikusten dute zer merkatu eta zer produktu kausitzen ahal duten.

- Herri nortasuna : lehen aldikotz indar politikoez eta indar ekonomikoek gaurza bera galdatzen dute gure Herriaren Instrukzioez bezala.

Ibarretxe-k Agirre Lehendakaria Center ekarri du Euskadira.

New York eko Columbia eta Virginiako George Mason 2 Unibersitatek sortu dute Zentro bat giza garapen iraunkor baten aztertzeko. Euskadiko garapenaren modeloa estudiantuko dute, Ibarretxe izanen delarik zentro hortako erreferentziako ikerlea. Euskadiko Unibersitatea (UPV/EHU) partaide izango da proiektu hortan. Iñigo Urkullu Lehendakariak parte hartu zuen proiektuaren aurkezpenean. Espero du Euskadi bultzatuko duela memento berezi huntan : nazioartean agertua izateak ondorio onuragarriak ekar dezazke Euskadik hainbeste behar duenean bere ekonomia oraindik gehiago bultzatzeko nazioartean.

Ibarretxe-ren ideia da euskal modeloa erakustea munduari « krisis eta korrupzioz beterik den momentuan ». Proiektu hori sortu zen 2011n 2 unibersitate amerikano famatu hoiak hasi zirelarik euskal modeloa ikertzen .Modelo horren garapen iraunkorra eta gizatiarra programa egonkor batean martxan

ezarri zutenean. Justuki Agirre Lehendakariaren izena eman zioten Columbiako Unibersitatean erakasle izan baitzen bere desterru denboran Estatu Batuetan.

Agirre Lehendakaria Center-en helburua izango da promozionatzea nazioarteko kuadro bat, sare batzu elkarrekin lanean ar azariz ikerketak egiteko sozial, ekonomiko eta politiko arloetan ikusteko hoiak efektuak bakearen eta gatazkaren gainean. Espero dute sarean arteko kooperazioa bultzatuz inizatiba gehiago agertuko dela goian aipatu gaietan.

Helburu horrekin piztu eta sustatu nahi dute modelo diferentent estudioa, eta hoiak nola aplikatu. Bereziki euskal modeloaren kasua. Bestalde nahi dute garatu nazioarteko sare bat giza eta iraunkor garapenez interesatua. Bai eta ere ingurumenari, etikari, eta sozial gaiak eratziki oraingo ikerketari eta horri buruz piztu eta sustatu ekintzak.

Bilkura hortan mintzatu ziren lehen Agirreraren familiakoak : anitz gustatu zaiten proiektua « geroari itzulia zelako ». Bukatzeko Ibarretxe hartu zuen hitza : berak esplikatuak zituen Estatu Batuetan egoitza izango duen Zentro horren helburuak : « Euskara eta euskal kultura ezagutarazteko Zentro bat izango da eta gure herria, Euskadi, ezarriko du Unibersitate eta akamedien munduan ».

Laburzki :

- Ainarak dantza taldeak koreografia paregabea eman du Biarritzeko Kasinoan : Zorionak Paskale Lazkanori lan eder horrendako eta lurretagoienari jantziendako !!

- Maite Iturbe Arrasetiarra izanen da EITBn buru. Bere bizi guzia hor lan egin du. Urkulluren eta Cristina Uriarte-ren konfiantza du postu hortako, sozialistak ere ados izan dira.

- Bertsularitzaren inguruan aste bat osoa Donibane Lohitzunen (martxoak 15 eta 24 arte) sei ekitaldi oso aberatsak.

- Gotainen Mixel Etxekopar ek muntatu Xiru deitu egun aberatsak eta bereziki Pastoral bat Tziganetaz Nicole Lougarot ekin.

Ramuntxo Kanblong



LGV : Aménagement des voies existantes ?

Iñigo Urkullu, Lehendakari jeltzale du Gouvernement Basque et Alain Rousset, président socialiste du Conseil Régional d'Aquitaine se sont rencontrés à Vitoria-Gasteiz, à l'occasion d'une rencontre de l'euro-région Aquitaine-Euskadi.

Cette euro-région est une création socialiste sous le précédent gouvernement de Patxi Lopez, Lehendakari socialiste. EAJ-PNB défend depuis des années une euro-région basque, revendication que les socialistes n'ont pas pris en compte.

Un programme bien géré

A l'occasion d'une conférence de presse commune, les deux présidents ont rappelé la nécessité du réseau LGV européen, pour des raisons, économiques, sociales et environnementales, entre autres : rapidité, gain de temps, accessibilité du transport au plus grand nombre, tranquillité du voyage et mode de transport de très loin, le moins polluant. Ils demandent



Iñigo Urkullu et Alain Rousset lors de la déclaration commune

l'accélération de la mise en chantier de la LGV. Le Gouvernement Basque a déjà largement entamé les travaux de l'Y Basque, qui relie Vitoria-Gasteiz à Donostia-San Sebastian et à Bilbo-Bilbao. Un réseau saturé, hérité d'un chemin de fer espagnol peu performant ont rendu obligatoire la création de nouvelles voies. D'ailleurs, aucun opposant ne réclame l'amélioration des voies existantes, les critiques sont d'ordre idéologiques, un projet soi-disant néolibéral ou environnemental, puisque comme toujours ce genre de projet a un impact environnemental. Il a été réduit au maximum, avec 70% de voies souterraines. Le processus de dialogue avec la population et les acteurs de la société civile (universitaires, syndicats, journalistes, débat

au Parlement Basque ...) a été étalé dans le temps, plus de 15 ans. Une démarche participative a permis de recueillir des centaines d'amendements. Elles ont été acceptées, partiellement acceptées ou rejetées. Mais dans tous les cas, le Gouvernement Basque a présenté les raisons de sa décision. Puis, une société publique a été mise en place pour gérer au mieux la situation de chaque propriétaire concerné, au cas par cas.

Une mauvaise gouvernance

En Pays Basque nord, la procédure a été trop rapide. Les acteurs politiques et sociaux critiques sur le pourquoi d'une nouvelle voie n'ont pas eu de réponse. L'Union Européenne avait prévu l'amélioration des voies existantes, pour notre zone, du Pays Basque nord, le corridor urbain et péri-urbain de Bayonne à Hendaye. RFF, la société qui gère le réseau ferroviaire qui a besoin d'investissement pour combler ses dettes a été incapable à ce jour de répondre aux opposants. Face à cet autisme de RFF qui avance des statistiques de trafic sujettes à caution, l'opposition qu'elle avait négligée parce qu'au départ minoritaire, s'est amplifiée et est aujourd'hui très forte. La technocratie parisienne n'a évidemment aucune sensibilité à l'égard de l'attachement du Basque pour sa maison, son etxe.

Priorité à l'aménagement des voies

EAJ-PNB a d'abord critiqué le mode de gouvernance. Nous avons également déconnecté le lien automatique entre LGV et nouvelles voies. Il s'agit de deux questions. Nous disons oui à la LGV et en priorité oui, à une LGV sur les voies existantes, puisqu'il s'agit de la position initiale de l'Union Européenne et qu'à ce jour, RFF n'a pas apporté de réponses convaincantes aux opposants. C'est sur RFF que repose la charge de la preuve et non l'in-

verse. Entre la conception allemande de la LGV, connexion aux grandes et aux villes moyennes et la conception française de la LGV, connexion aux grandes villes et une vitesse plus importante, le gouvernement basque a tranché pour la conception allemande. Le TGV français roulerait à 320 km/h pour les personnes, alors que le TGV basque roulerait à 160 km/h pour les personnes et 90 km/h pour les marchandises.

Un moratoire sur la partie basque

Accélérer les procédures de mise en route de la LGV est nécessaire côté français, jusqu'à Bordeaux, puisque le retard pris est considérable, mais pas à n'importe quel prix, pas celui d'abandonner l'hypothèse de l'aménagement des voies existantes, dans la partie basque. En ces temps d'austérité budgétaire qui ralentit les procédures d'études techniques, à très court terme, un moratoire sur l'étude des nouvelles voies doit être décrété sur la partie basque. Elle se justifie pour en finir avec une mauvaise gouvernance, responsable de la forte contestation sociale. Cela permettrait par contre une étude sur l'aménagement des voies existantes, par la relance honnête de l'Observatoire des trafics et une expertise technique rapide et complète sur la faisabilité de l'aménagement des voies existantes. Cette expertise ne se limiterait pas à la question du prévisionnel du trafic, la seule qui a fait l'objet d'études indépendantes. Le moratoire s'achèverait à la fin de cette expertise technique. Il sera alors enfin possible de choisir entre les deux options proposées. Sachant qu'à terme, la réalisation de l'aménagement des voies existantes serait bien plus rapide que la création d'une nouvelle voie.



Jean Marc Boucon : « aider sans s'imposer »



Jean Marc Boucon, natif de St Jean de Luz et Heletar d'adoption est le président d'une association qui œuvre dans la coopération, en Bolivie. Il est l'un de ces nombreux acteurs discrets qui en Pays Basque, apportent leur contribution à un mieux être humain. L'occasion également de montrer une facette sociale d'une Eglise impliquée auprès des pauvres.

Comment avez-vous connu le monde de la coopération ?

Un ami m'avait parlé du groupe Badeya. J'en suis devenu adhérent en 2005. Il est animé par le chanteur Joseph Lafitte. C'est un projet pédagogique développé en Afrique, au Burkina Faso, orienté vers le financement d'une école.

Vous avez été en Afrique ?

Au départ, j'étais plutôt réticent. Finalement je me suis laissé convaincre. J'ai découvert un état d'esprit et l'absence d'ingérence humanitaire. Les besoins sont formulés par les gens de là-bas et nous essayons simplement d'y répondre. Ce type de projet permet de mesurer de façon concrète les fruits de la coopération. Le lien direct avec les bénéficiaires est aussi l'occasion de découvrir à travers eux des réalités que vous d'ici nous échappent parfois.

Au retour, je me suis dit que j'allais m'inspirer de cette expérience pour tenter autre chose, ailleurs. Je suis depuis toujours attiré par l'Amérique du Sud.

Comment avez-vous mené ce projet ?

L'Eglise catholique est un acteur social incontournable en Amérique du Sud. Dès lors je suis entré en contact avec le CEFAL, le Comité Episcopal France Amérique Latine. Ils m'ont mis en relation avec le Consul de France à Cochabamba en Bolivie: « ça tombe bien, il y a ici un prêtre français qui est en train de mener un travail remarquable avec des jeunes Boliviens ». J'étais d'ailleurs attiré par l'Argentine ou le Chili. La Bolivie est moins connue. Mais c'est aussi le deuxième pays le plus pauvre du continent. Je me suis alors intéressé à ce projet qui était en train de naître.

Quelle est l'importance de cette ville Cochabamba ?

Il s'agit de la 4e ville de Bolivie. Son climat tempéré favorise l'immigration interne. Beaucoup de migrants arrivent sans travail, sans logement ; ils sont relégués à la périphérie. Dans ces quartiers, il n'y a ni infrastructure, ni assainissement. En 2009, nous avons été une première fois sur place. Nous avons découvert le père Jacques Delort, au milieu des déshérités, chargé de bâtir une nouvelle paroisse dans cet environnement difficile.

Qu'avez-vous entrepris avec lui ?

Nous sommes restés dans le domaine de l'enseignement. Ce prêtre est entouré de jeunes boliviens, étudiants et diplômés issus des carrières des sciences humaines et de l'éducation, qui veulent rendre aux autres ce qu'ils ont eux-mêmes reçu. Concrètement nous aidons au financement d'un programme de soutien scolaire. Cela concerne aujourd'hui près de 200 enfants et une vingtaine de volontaires. Nous finançons les meubles, le matériel scolaire, et toutes les dépenses de fonctionnement.

Comment êtes-vous organisés ?

Avec quelques amis nous avons créé ici l'association Giltzarria. Nous cherchons à recruter d'autres personnes, pas seulement des financeurs. Nous nous chargeons de recueillir les fonds nécessaires et de veiller au bon déroulement du programme. On a également incité à la création d'une association communautaire de droit bolivien, nommée Hermanos Mayores, qui regroupe les volontaires, les représentants des familles, la paroisse. Elle établit chaque année le projet pédagogique, le budget prévisionnel, et elle rédige les rapports qui nous sont présentés pour validation.

Quel est le dernier bilan ?

En 2012, sur 197 enfants inscrits, 159 ont terminé l'année. 156 sont passés en classe supérieure dont 47 avec des besoins de renforcement scolaire durant l'été. 3 seulement ont dû redoubler.

Avez-vous obtenu un soutien public ?

La Région a quelques programmes, mais rien dans le secteur nous concernant. La commune de Helette nous verse une petite subvention, et puis c'est tout. Nous fonctionnons sur des fonds privés, particuliers, entreprises, et même 2 établissements scolaires qui nous apportent leur contribution. Globalement on se débrouille par nous-mêmes.

Est-ce que tes opinions politiques abertzale ont un rapport avec cet engagement humanitaire ?

Non pas vraiment, si ce n'est un état d'esprit dénué de toute volonté colonialiste et de sentiment de supériorité, par le respect des peuples et des cultures. Je ne suis ni encarté, ni militant, et encore moins euskaldun. Dès lors je ne me définis pas comme abertzale même si je partage à l'évidence des valeurs et des idées communes avec le PNB.

Mais mon investissement est ailleurs. Avec ce projet j'ai découvert l'engagement social de l'Eglise catholique en Amérique du Sud. « L'option préférentielle pour les pauvres » est là-bas une réalité qui m'inspire en tant qu'homme, et qui me réconcilie avec la religion en tant que croyant. Au final, je vis cette expérience solidaire, aussi humble soit-elle, comme un acte autant « politique » que « spirituel » qui se nourrit de la pensée du théologien basque Jon Sobrino.

Pour en savoir davantage : consultez le site : <http://giltzarria.unblog.fr>



2013KO ABERRI EGUNEKO AGIRIA

Melbournetik Suaren Lurraltera. Durbanetik Shangaira. Lur planeta honetako Iparraldetik hegoaldera, mendebaldetik ekialdera, munduan bizi den euskal jendeak igandean ospatuko du Aberri eguna, Euskal Aberriaren Eguna Handia. Abertzale izan ala ez, egun hori da hainbatentzat, Euskadi gogoan izateko eguna, mendeetan zehar bere nortasun ezaugarriak bizirik mantendu izan dituen herri txikia, inguruan agertu zaizkion eragozpen,oztopo eta arazo guztiak gaindituz.

“Aberri Eguna da euskal nazioaren eguna”

Aberri Eguna da euskal nazioaren eguna. Gaur eta hemen, Euskal Herriaren aitortza aldarrikatzen dugu, Araba, Bizkaia, Nafarroa Beherea, Gipuzkoa, Lapurdi, Nafarroa eta Zuberoa herrialdeek osatzen duten nazioa delakoan. Era berean aldarrikatzen dugu, mundu zabaleko gainerako herri eta nazioen gisara, gure etorkizuna askatasunez eta demokratikoki erabakitzekeo dagokigun eskubidea.

Nazio garen aldetik dagozkigun eskubideak ukatsetik dator euskal gatazka politikoaren sorburua; eta, gure talde nortasuna, osoko eskubidea duen subjektu politikoa eta bere erabakimen askea aitortua izateko abiapuntua.

Euskal Aberriaren Eguna ez da inoren kontra egiteko ospakizuna, ez eta nazio nortasunen arteko aurkaketarako handikeria ere. Nazio bat aldarrikatzea da, Euskal Nazioa, hiritarren gehiengo batez, bere esparru juridiko-politiko askatasunez aurkitu nahi duena.

Gure talde nortasuna garatzeko askatasuna, gure seme-alaben etorkizunari egiteko orduan nahi dugun egitasmo politikoa erabakitzeko askatasuna; erkidego ireki, anitz eta solidarioa osatzeko askatasuna, inolako bazterketarik gabe, bertan parte hartu nahi duten guztiak barnean hartzeko.

EAJ-PNBk nahi duen talde nortasun egitasmoa demokrazian oinarritutako egitasmoa da, solidariotasun sozialean errotutakoa, europar gizatiartasunetik abiatuta; euskara eta euskal kultura berreskuratzekeo ekimenean, beste kul-

tura batzuekin etengabeko elkarrizketan eta ekonomia aurreratuan sustraitua, eszenatoki globalean lehiatu ahal izateko.

Euskal nortasun kolektiboa, giza garapenerako faktore

Eta gaur, euskal nortasun kolektiboa, giza garapenerako faktore gisa aldarrikatu nahi dugu; solidariotasunean



Duela 80 urte, bigarren Aberri Egunaren leloa: Euzkadi Europan. 1968ko Aberri Eguna, gai horren orroitzarri

garatutako etorkizunaren garapena, pertsonak babesik gabe uzten dituen norberekeriaren aurrean; denon ongia- ren aldeko apustua egiten duen, eta hazkunde kultural, sozial eta politikoa defendatzen duen baloredun gizartearen garapena. Mundura zabaltzen den erkidegoaren garapena, bere eraginaren bidez hazten den gizarte taldearena.

Nortasun kolektiboko gure egitasmo hau, euskal aberria helburu dugun egitasmo hau, demokrazia mesprezatzen dutenen egitasmoaren aurka dago; inposaketan sinesten duten horienaren aurka; gizartean etsipena zabalduaz, eredu totalitarioa bultzatu nahi dutenen egitasmoaren kontra; denon erakundeak egitasmo alderdikoiatarako erabiltzen dituztenen helburuen aurka.

Euskal Aberri horren defentsan, eus-

kal jendeak beren odol eta haragitan bizi izan du hainbat bortxakeria eta sufrimendu. Eta, Euskal Aberri horren izenean ere, hiritargoaren zati bat jarri izan da terrorismo eta jazarpen doilor- raren menpe.

Gaur, zorionez, bakezko aldi berriaren abiapuntuan gaude. Oinarri sendo eta irmoak finkatu beharko ditugu bakea eraikitzekeo eta elkarbizitza berria bilbatzeko. Gu guztion egitekoa da hori, emakume eta gizonena, gazte eta nagusiena, herri ordezkari eta gizarte eragileena.

Pertsonak dira herria osatzen dutenak

EAJ-PNBk adierazten du hau, eta gauza guztien gaitetik esan nahi du ideiarik edo egitasmo politikorik ez dagoela, defentsarik edo bidegabekeriak salatzerik ez dagoela, Estatu arrazoirik ez dagoela, giza duintasunaren gaitetik dagoenik. Oinarri etiko hau da Eusko Legebiltzarraren ondare. Kontzeptu horretan sakondu nahi dugu geroan, herri osoak bere egin dezan giza esku- bide guztien defentsa; eta ezer baino lehen, bizitzeko eskubidea.

Pertsonak dira herria osatzen dutenak, eta oinarritzko eskubideak dira pertsona horiek elkartzekeo dauden erakunde, organismo edo elkarteak eraikitzekeo zimen- duak. Horregatik gaur, inoiz baino gehiago, orain aldi eta geroan, bortxakeriarik gabeko elkarbizitza garatzeko aurkezten zaizkigun aukeren aurrean, Euzko Alderdi Jeltzaleak hitza ematen du Euskadirentzako bake iraunkorra lantzekeo eta lortzeko lana egingo duela. Euskal Aberri askea izatekeo aukerak elikatutako dituen bakea, hiritar- goak adierazitakoa baino beste mugarik izango ez duena.

Aberri berria, elkarrekin aurrera egitekeo. Gure mendekotasunak gero eta txikiagoak izan daitezten, gu geu, geure kabuz gure etorkizunaren jaun eta jabe izan gaitezen. Eta horretarako, bi helburu zehatz markatu ditugu gure esparru poli- tiko-instituzionalerako. Alde batetik, Bake eta Elkarbizit-



AZTERKETA DOSSIER

zaren inguruko oinarritzko adostasun bat ezartzea, Euskadin elkartasun aldi berria zabaltzeko.

Bake eta elkarbizitza, erabakitze eskubidea

Eta, bigarrenaz, estrategia progresibo eta integrala abian jartzea, gure herriak erabakitze duen eskubidea instituzionalizatzeko. Egiteko hau ez da soilik alderdi politikoena edo euskal erakundeena; euskal gizartearen egitasmo kolektibo izan behar du.

Ataza bikain hau garatu beharra dago etengabeko eraldaketa politiko, sozial eta ekonomikoen testuinguruan; kontzeptu global batean, non talde nortasunek mutazio sakonak bizi dituzten. Euskal aberriaren geroa markatuko dute gure denbora honen ezaugarri diren aniztasun eta konplexutasunak. Baina, guri dagokigu, etorkizunerako nahi dugun talde egitasmoa erabakitzea.

Horra hor guk proposatzen dugun Aberri Berria. Bake, elkarbizitza eta askatasun sendoagoak. Hobeto bizitzeko.

Egitasmo hori Europari lotuta

Zalantzarik gabe, egitasmo hori Europari lotuta dago ezinbestean, trantsizioan dagoen egitasmoa, une honetan bizi dugun eta geroan biziko duguna. Euskadi Europa da, Flandria, Eskozia eta Catalunya diren neurri berean. Edo, Alemania den neurri berean. Herri honek bizi zuen berregituratze prozesua ez zuen inork zalantzan jarri.

“ Europa da gure abiapuntua eta gure helmuga ”

AEDko lurraldeak bereganatzeko prozesurako ez zen inolako integrazioerik eskatu, Batasunera sartu zenean bestelako Estatua zen arren.

Europa da gure abiapuntua eta gure helmuga.

Gaur, inoiz baino gehiago da Europar Batasunaren eraikuntza demokratikoa aldarrikatzeko eguna. Euskadik dagokion

aitortza eta lekua nahi ditu europar egitura politiko eta sozialaren barruan.

“ Europa indartsu eta batua nahi dugu ”

Aitortza hau, ezer baino lehenago, gaur egun gure nazioari eskubide nazionalak ukatzen dizkioten Estatuetan eman beharra dago. Europa indartsu eta batua nahi dugu guk, eta nazio guztiek legezotasun politiko bera izan dezatela batasun hori eraikitze bidean.

Beste nazioak bezala

Nazio burujabeen etorkizunak baldintza izango ditu mundu mailan ematen diren eraldaketa sozial, politiko eta ekonomiko anitzak, eta Europar Batasun hori eraiki nahi dugun guztion borondatea. Baina guk gure nazio subiranotasun honen etorkizuna, gainerako nazio burujabeen etorkizunera lotu nahi dugu; eta, inola ere, inorenak baino baldintza eskasagoekin. Europaren etorkizunaren oinarrian egon beharko dute nor-

petuan oinarrituko den, non globala eta tokian tokikoa elkarren osagarri izango diren, hiritarren arazoei hobeto erantzuteko.



Bizkaitar dantzari batzu

“ Elkarbizitza solidarrora ”

Euzko Alderdi Jeltzaleak aurkezten duen aberri ereduak da, independentziazatik interdependentziara, mendebaldeko oparotasun ekonomikotik babes sozialera, nazioarteko lidergotik bakera, giza eskubideetara eta elkarbizitza solidarrora.

“ Europazale goiztiarrak izan ginen ”

Gure Herrian batzuek eredu «alternatibo» begiratzen diela ematen duen bitartean, Karibe aldeko ametsekin liluratuta dauden une honetan, Euzko Alderdi Jeltzaleak tinko mantentzen du Europan duen uste sendoa, une hauetan Europako gobernu politiko eta ekonomikoak ageriko gabeziak dituen arren, eta Batasunaren kohesioan desdoikuntza batzuk ematen diren arren. Hau ez da azken orduko sinesmena ezta egoera zehatz batek eragindako jarrera ere. Europazale goiztiarrak izan ginen, kontinente zahar hau osatzen dugun herriok batasuna behar dugulako, gure gizartearen etorkizuna indartu ahal izateko. Batasun politikoa, ekintza ekonomiko edo moneta batasun hutsetik harago joango dena. Batasun politikoa, segurtasun kontzeptua edo kanpo ekintzaren kontzeptua gaindituko dituen.



Aurtengo Aberri Egunaren afitxa

banakoaren eta talde eskubideak, eta printzipio demokratikoak. Horra hor Europar Batasunak duen erronka.

Europak izan behar du topagune demokratikoa, oparoa, sozialki aurretatua, non kulturen aniztasuna erres-



Europa, munduko BPGaren % 21a

Gaur egun ezagutzen dugun Europak hainbat akats ditu. Dena dela, sarri askotan, zeru lainotu batek eguzkiaren argitasuna ezkututzen du, eta adarrek batzuetan ez dute paisaiaren edertasuna ikusten uzten. Azken urteotan bizi dugun egoera konplexuan ere, Europak, mundu osoko biztanleriaren % 7arekin, planetako Barne Produktu Gordinaren % 21aren erantzulea da, eta batasunetik kanpoko merkatuan du nazioarteko merkatuaren % 19,5. Europa da mundu osoko erregiorik irekiena eta, neurri berean solidarioena : solidariotasun, lankidetzeta eta garapen politikei egiten dien ekarpena da lur planeta osoko kopurua-ren % 51. Europa da beraz, kemena, oparotasuna, lehiakortasuna, baina baita giza garapen jasangarria eta babes soziala ere.

“ Bere bideragarritasuna zalantzan ”

Euzko Alderdi Jeltzaleak gogoan duen europar egitasmoa prozesu geldoegian doa, baina bidean darrai, urratsez urrats. Hasiera bateko Merkatu Batuaren ostean oraingo Europar Batasuna etorri zen. Gaur egun bere bideragarritasuna zalantzan jartzen hasia da, finantza krisi luzeegiaren eraginez. Krisiak ondorio modura ekarri du gobernuaren krisia, lehenago edo beranduago konpondu beharko dena.

Europa sendoagoa

Asko gara krisi honi amaiera jartzeko orduan «Europa sendoagoan» pentsatu beharra dagoela uste dugunok. Europa berria botere indartuekin eta egiazko Gobernuarekin. «Krisia gauza handiak egiteko aukera» dela diote, mundua aldatzeko abagunea. Ez ote da izango orain «europar hiritarrak» berriro elkartzeko unea, 1787 urtean Amerikako 13 Estatu beren konstituzioa egiteko elkartu ziren modu berean ? Orduan ere, estatuen arteko eztabaida hartan, boterea eta dirua zegoen tartean. Baina, borroka handiaren ondoren, «Gu, herria» goiburua babesean eratzea lortu zuten. Oraindik ere, bizirik

mantentzen den Estatu federal indartsu eta demokratikoa osatzen dute.

Estatubatuarek Askatasun Adierazpena izan zuten helburu eta goiburu. Ez ote da hori berori, europarron Bakea, Askatasuna eta Oparotasuna? Izango ote da egun batean «Gu, herria», edo

Gelditze ekonomikoaren ondorio latzak

Inork ezin du bazterrean utzi, orain zailtasun, krisi eta beharrez beteriko denborak bizi ditugula. Milaka



Ibarretxe, lehendakari ohiari agur bero bat

«Gu, europarrak» hitzak Europar Estatu Federalean gauzatzeko unea ?

Euskadi ere izango da egitasmo horren parte. Euskal hiritargoak askatasun osoz izango du bere borondatea adierazteko aukera. Nazio berriztatua, beste herri batzuekin bere bizipenak partekatzeko aukera izango duen nazioa, ingurukoak errespetatzeko eta errespetatuak izateko borondatea

familia dira gelditze ekonomiko honen ondorioak bizi dituztenak, atzeraldi gogorrena da gaurkoa, azken hamarkada hauetan ezagutu ditugun arteen. Gizarte larrialdia bizi dugu, baliabide publikoak eskasak dira, langabeziaren ondorioei eta gure artean bizi diren milaka pertsonen sufritzen duten babesgabetasunari aurre egiteko.

Horixe da, eta ez beste, Euzko Alderdi Jeltzaleak eta bere ordezkari publikoek une honetan izan behar duten helburu nagusia. Gure indarrak eta esfortzuak biderkatu behar ditugu lehenengo eta behin sufri-menduari erantzuna emateko, eta gure ongizate estatuan atzerakada sakona eragiteko mehatxua dakarren hondamendi honetatik albat arinen irteteko.

Dena eman behar dugu

Jakin badakigu konponbide magikorik ez dagoela, baina dena eman beharko dugu gure giharrak sendotzearen. Gure artean kontsumoa eta produktioa suspertu eta enpresa eta produktuak nazioarteko merkatuetan zabaldu. Gure bizi maila egokitu, eta erreserbak erabili jarduera eta lehiakortasuna



Iñigo Urkullu, gure lehendakari indartsua

adieraziko duen herria.

Horixe da, hain zuzen, Euskal Herriak bere izaera bereziaz jabetu zenetik ibili izan duen bidea, «Euzkadi euzkotarron aberria dela» oharu ginen momentutik beretik ibili dugun bidea. Gure toki propioa bilatzeko esfortzua egin dugu, Nazio den gizarteak bere garapen osoa egin dezan inguruan dituen nazio eta herrien ondoan, harmonian eta elkarbizitzan.



merkatu globalean bizkortzeko. Hori dena, arduraz egin behar dugu. Interes alderdikoien gainetik begiratu, beti taldearen onura bilatu. Akordio politiko eta sozialak gauzatu. Egonkortasuna bermatuko duten akordioak,



Urkullu eta Ortuzar elkar besarkadan

akordio horiek gauzatzeko bidean, batzuek eta besteek neurriren batean amore eman beharko dugun arren. Euzko Alderdi Jeltzaleak argi eta garbi daki zein den bere lidergoa eta erakunde eta instituzioetan duen ordezkaritza. Eta ondo jabetuta gaudelako, ez dugu zalantzarik izango krisiaren aurrean akordioak, aliantzak eta babesak bilatzeko eta adosteko orduan. Indar politiko, ekonomiko eta sozialek partekatzen dugun gutxienezko bilatuko dugu, gaurko egoera latzari eta ahuleziari aurre eginez, krisi ekonomikotik irtetea lor dezagun. Xede horrekin, eragile politiko

eta sozialei dei egiten diegu, norabide berean, arduratsu joka dezaten. Premia handiko garaia dira hauek. Inork ez luke ulertuko, familiek, enpresek eta pertsonak eusteko borondatearen alde jarri diren honetan, guk gure arteko ezberdintasunetan tematzea, bakoitzak bere ahalegina eta laguntasuna eskaini beharrean.

Konfiantza osoa guztiengan

«2013ko Aberri Eguna» dugu beraz, premia handiko ekiteko eguna. Baina, ez ditugu aldi berrien ondorio modura etorriko zaizkigun erronkak ahaztuko, ez ditugu baztertuko gure Aberri Berri hau eraikitzeko orduan egin beharreko lanak.

Konfiantza osoa dugu guk euskal emakume eta gizon guztiengan. Unerik latzenetan ere, herri indartsua tinko eta zutik mantentzeko gaitasuna erakutsi duen Herri honetan; mendebaldeko munduak sufritzen dituen arazo larriak bizi dituen neurri berean, ekaitza gainditzeko jakingo duen Herria. Bere ahalmen eta indarrak berreskuratu izan ditu, iraganean ere, are gatazka eta arazo larriagoak bizi izan dituenen. Milurteko historian, bizirik irauteko gaitasuna garatu duen Herria gara.

A lire la version en français du manifeste de l'Aberri Eguna à partir du 20 avril, sur www.eaj-pnb.eu

Elkar bizitza, bakea, askatasuna...

Egoera aldakorretara egokitzeko ahalmena izan dugu beti. Zoritxarrez, asko eta asko dira desagertu diren herriak. Historia liburuetarako geratu dira. Baina gu, bizirik gaude oraindik, une honetan bertan ari gara gure historia idazten.

Elkarbizitza, bakea, askatasuna, Europa, suspertze ekonomikoa, gizartearen kohesioa, akordioak..... horra hor Euzko Alderdi Jeltzaleak 2013ko Aberri Egun honetan aurkeztu nahi dituen oinarriko kontzeptuak. Horiek guztiak osatzen dute Euzkadirekin dugun konpromiso sendoa. Hemen bizi diren pertsona guztiekin dugun konpromisoa.

*Gora Euskadi Askatuta!
Bilbon, 2013ko martxoaren 31n*



Gaur ere Euzkadik behar zaitu





Sur le chemin de paix au Pays Basque : mardi 22 février 2000 ... vendredi 22 février 2013

Le vendredi 22 février 2013, les partis politiques représentés au Parlement Basque, à l'exception de l'unique élu de l'UPyD ont rendu un hommage unanime, en présence du président Iñigo Urkullu, à Fernando Buesa, leader socialiste à l'occasion du 13e anniversaire de l'attentat dont il fut victime à Vitoria-Gasteiz, ainsi que son garde du corps Diez Elorza.

Pour la première fois, Laura Mintegi, au nom de la Gauche abertzale (anciennement Euskal Herritarrok) participait à cette cérémonie. Un geste particulièrement méritoire. Le jour de l'attentat de l'an 2000, les membres de la commission permanente exécutive d'Udalbiltza, composée de 15 élus municipaux (7 PNV, 3 EA, 4 EH et 1 AB) désignés lors



R. Camblong, hainbat urtez Iparraldeko ordezkaria Udalbiltza-Udalbide-n

de l'Assemblée Générale du 18 septembre 1999, à Bilbao, par 1500 élus du Pays Basque, se trouvaient réunis, à Pampelune.

En réunion, le jour de l'attentat

L'Ordre du jour prévoyait dans la matinée, la visite du nouveau siège Navarrais d'Udalbiltza dans cette ville. Une initiative éminemment symbolique ! L'après-midi était prévue la réunion bimensuelle de la commission permanente, à la mairie de Berriozar, proche de la capitale. Alors qu'après le repas, nous nous rendions à cette assemblée, les différentes radios locales annoncèrent simultanément la triste nouvelle de l'attentat qui venait de se produire, à Vitoria, à notre arrivée à la mairie, la tension était évidente : visages fermés, silences prolongés et conciliabules discrètes – Peu après, notre président Jauregui, maire de Beasain, prit la parole quelques instants pour amorcer le renvoi à plus tard de la réunion prévue : un élu du peuple venait de disparaître ainsi que son garde du corps. Chacun reprit donc la route pour rentrer chez lui

Prendre ses responsabilités

A partir de cette date, l'atmosphère au sein d'Udalbiltza allait totalement changer. Il s'agissait en effet de consommer l'attentat dont venait être victime non pas un ami bien loin s'en faut, mais un élu du peuple comme nous, victime de ses idées. Il fallait surtout rédiger un texte clair et prendre ses responsabilités.

Malgré toute la bonne volonté et toute la patience du président de la commission, les positions demeuraient figées. Après des semaines, des mois de discussion, de propositions et de motions sans lendemains, il fallait se rendre à l'évidence.

Vers la fin de l'automne, la création d'Udalbide sur le modèle d'une association conforme à la loi 1901 conduira la gauche abertzale à s'auto-exclure



Erdian, Jon Jauregi, Udalbiltza-Udalbideren lehendakari ohia, ondoan, Vincent Bru, Kanboko auzapeza eta Ramuntxo Camblong.

tout en conservant le terme d'Udalbiltza (pour ajouter sans doute à la confusion). Vendredi dernier, l'élue Laura Mintegi, au nom de la gauche abertzale a fait un premier pas. Elle est porte-parole de Sortu (« naissance »). Cet embryon de paix est désormais amené à grandir. C'est le vœu de tous les abertzale démocrates pour qui seul le respect de la sanction des urnes lors d'élections libres constitue la base d'une réconciliation trop longtemps attendue.

J. B Barreneche
Udalbiltza : septembre 1999 – mars 2001
Ancien Conseiller municipal à Azkaine / Ascain

Erratum

Lema 176 : article p.2 : titre : « Déchiffrer l'Agglomération du BAB », 3e colonne : “ une légère progression du niveau de vie est confirmée par l'indicateur des impôts déclarés”.

Ce passage comporte deux erreurs. Rien ne prouve qu'il y ait élévation du niveau de vie global des foyers, puisqu'il s'agissait uniquement d'un calcul concernant les foyers imposables, les plus riches. Cela prouve en tout cas que le pouvoir d'achat des plus fortunés a progressé, mais pas forcément leur niveau de vie. Leur pouvoir d'achat a progressé mais qu'en est-il des dépenses, des crédits, en particulier, pour le poste logement, dans un contexte du BAB où le marché du foncier et de l'habitat est particulièrement tendu et atteint des niveaux indécents ?



Les Agences Locales de l'énergie se développent

Ces Agences sont réunies en France au sein de la Fédération pour les Agences Locales de Maîtrise de l'énergie. Tour d'horizon sur cette fédération, son historique et ses objectifs. Puis, nous vous présentons la seule agence de ce type, en Aquitaine, elle est en Gironde. Enfin, une action exemplaire menée en Auvergne, sur le bois énergie dont on pourrait s'inspirer puisqu'il y a un véritable potentiel dans ce secteur, en Pays Basque nord.

Une Fédération pour les Agences Locales de Maîtrise de l'Energie : FLAME

Depuis 1994, la Commission Européenne soutient la création des agences locales de maîtrise de l'énergie dans l'ensemble de l'Europe. A ce jour, 25 agences locales de l'énergie (ALE) françaises ont ainsi été créées avec l'appui des autorités locales et de l'ADEME, dans le cadre du programme européen SAVE II.

Dès 1998, les agences françaises ont constitué un réseau informel, afin de se concerter et d'échanger sur leurs expériences respectives.

Le 21 avril 2004, les 25 agences locales de l'énergie se sont réunies en assemblée constituante, et ont créé la fédération FLAME.

Hurbilezko tresnak

Les objectifs de FLAME sont de représenter officiellement par le biais d'un interlocuteur unique le réseau français des agences locales de maîtrise de l'énergie auprès des instances nationales et européennes, et de favoriser l'animation d'actions collectives en son nom (dépôt de programmes d'actions, réponses à des appels à projets ou à des appels d'offres).

Les objectifs de la FLAME

- Echanger des bonnes pratiques, des expériences capitalisées et transférer des savoir-faire
- Créer un pôle de compétences en matière d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables à l'échelle de territoires ;
- Faire valoir la connaissance et l'expérience de terrain à l'échelle nationale et européenne ;
- Favoriser la création de nouvelles agences.

Pour une politique énergétique locale durable

Depuis 2001, la recherche de l'efficacité énergétique a revêtu une dimension territoriale forte avec la Loi d'Orientation, d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (LOADDT) notamment au travers des schémas de services collectifs de l'énergie et des transports. Parallèlement, la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU), par le fait qu'elle traite simultanément des questions d'habitat, d'implantation d'activités économiques et de déplacements, fait de l'énergie une clef de voûte de l'aménagement durable des zones urbaines. L'agence locale de maîtrise de l'énergie constitue par conséquent un véritable moteur pour la collectivité dans la politique d'aménagement et de développement durable de son territoire.



Jean-Baptiste Etcheto, président du Conseil de Développement, dont l'une des 3 priorités est le développement durable.

Source : www.federation-flame.org

ADEME : un partenaire des Agences Locales de l'Energie

L'ADEME est l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie. C'est un Établissement public à caractère industriel et commercial, placé sous la tutelle conjointe des ministères en charge de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie et de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Missions : l'ADEME participe à la mise en oeuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, l'Agence met à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, ses capacités d'expertise et de conseil. Elle aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en oeuvre et ce, dans ses domaines d'intervention.

Source : www.ademe.fr



La seule Agence Locale de l'Énergie, en Aquitaine, en Gironde : ALEA B 33

Nos missions et nos objectifs

L'agence locale de l'énergie c'est :

- Un outil d'aide à la décision des collectivités et des professionnels de l'habitat pour mettre en œuvre les actions nécessaires à une meilleure maîtrise de leurs consommations et dépenses énergétiques
- Un centre de ressources pour la diffusion et l'application de nouvelles solutions techniques et des meilleures technologies disponibles
- Un soutien au développement des solidarités locales
- Un lieu d'échanges entre tous les acteurs de l'énergie
- Un relais des politiques européennes, nationales et territoriales auprès des différents acteurs

Les objectifs

- Aider les collectivités territoriales à mener des programmes en lien avec leurs propres engagements (démarche Agenda 21, plan climat, politique de l'énergie...)
- Diffuser et mettre en œuvre les politiques énergétiques nationale et européenne, les réglementations et les dispositifs spécifiques
- Accompagner les acteurs socio-économiques et l'ensemble des partenaires
- Rassembler les partenaires locaux autour d'une structure opérationnelle active dans le domaine de l'énergie
- Sensibiliser les professionnels du bâtiment aux nouvelles techniques et technologies

Secteurs consommateurs prioritaires

- Le bâtiment
- Les transports

Public visé

- Les collectivités territoriales
- Les bailleurs sociaux publics et privés
- Les entreprises de tous les secteurs
- Les associations de consommateurs
- Les professionnels du bâtiment

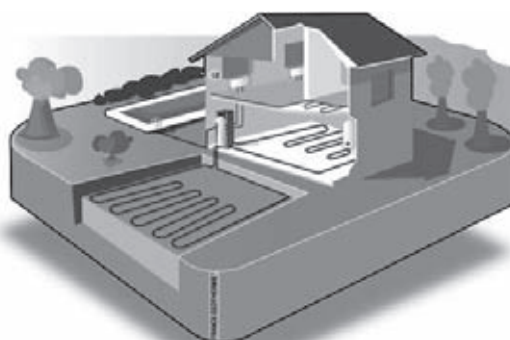
Les thèmes d'action

- L'efficacité énergétique
- L'utilisation rationnelle de l'énergie
- Les énergies renouvelables
- L'eau
- La lutte contre le changement climatique

Source : www.aleab33.fr

Groupe de travail «géothermie profonde»

L'ALE anime un groupe de travail afin d'exploiter rationnellement la ressource géothermique du territoire.



La géothermie, à la portée des propriétaires de maison

Identifié depuis plusieurs années, le potentiel d'énergie thermique de la géothermie profonde avait amené, dans les années 80, à forer huit puits sur le territoire de la Communauté Urbaine de Bordeaux et quelques autres sur le département. D'une profondeur de 1000 mètres en moyenne, ils délivrent une eau qui avoisine les 50°C. Compte tenu de l'évolution de la réglementation et des recommandations du SAGE « nappes profondes » pour préserver la ressource en eau de notre région, ces puits pourraient être fermés d'ici 2013, nous privant d'une ressource thermique facilement exploitable.

Alertée de la situation par le Smegreg, qui veille à la préservation de la ressource en eau du Département, l'Ale a réuni une vingtaine de partenaires concernés par la problématique parmi ses adhérents ainsi que quelques parties prenantes essentielles.

Le groupe de travail ainsi constitué s'est alors donné plusieurs objectifs pour éviter la fermeture de ces puits.

L'eau géothermale, après valorisation thermique, doit faire l'objet d'une valorisation « secondaire ». Il faut donc faire l'inventaire des solutions pour chaque usage (industriel, arrosage et lavage municipaux, réinjection dans les nappes, éventuellement l'alimentation en eau potable,...), rechercher les aides financières possibles puis assister les maîtres d'ouvrage au lancement des études et pendant le suivi des opérations.

La température de l'eau de rejet doit être abaissée, à la fois pour des raisons sanitaires (prolifération de la légionelle) et pour rationaliser l'utilisation énergétique. La température moyenne actuelle des rejets à l'égout est de 35°. On pourrait passer de 1 300 tep/an fournis par la géothermie sur la CUB à 14 000 tep. En ayant recours aux meilleures technologies disponibles comme des pompes à chaleur à hautes performances, l'eau serait rejetée à 9°C au lieu de 35°C, la différence étant utilisée pour des réseaux de chauffage comme ce sera le cas pour la nouvelle installation de l'immeuble Préfecture-Département. Dans un souci de valorisation de l'existant, le groupe de travail se penche également sur l'exploitation de deux forages qui n'ont jamais été utilisés (Lormont-Génicart et le Grand parc).

De cette manière, la géothermie profonde contribuera à atteindre les objectifs du Plan Climat pour diminuer notre impact sur le changement climatique. En outre, l'étude du potentiel de cette ressource sur notre territoire doit permettre d'évaluer le nombre de forages supplémentaires à envisager sans compromettre la ressource en eau. L'offre d'énergie thermique renouvelable que présente la géothermie profonde, moins chère que celle des énergies fos-



siles, s'inscrit parfaitement dans une démarche globale de développement durable si elle est utilisée pour des logements sociaux par exemple.

Profitant des compétences réunies, le groupe de travail se penche également sur un projet technologique innovant. Le stockage de chaleur inter-saisonnier dans des réservoirs « naturels » d'énergie thermique profonds fonctionne déjà dans plusieurs pays d'Europe du Nord. L'étude d'une opération

pilote a été proposée. L'intérêt pour les grands ensembles immobiliers est évident. D'un point de vue plus technique, si l'opération est concluante, la question du stockage intersaisonnier de l'énergie solaire pourra également être envisagée sous cet angle. D'autres pistes d'investigation sont en cours.

De la proche coopération entre le Smegreg et l'ALE sort un groupe de travail très productif d'une vingtaine de partenaires qui s'ouvrira prochainement aux propriétaires et exploitants d'immeubles concernés, à d'autres collectivités. Des contacts sont pris également avec les fabricants de matériels thermiques proposant les « meilleures technologies disponibles », condition essentielle de la réussite de ce projet.

Animation du plan bois-énergie

Action menée par l'ADUHME : Agence Locale de l'énergie et du climat d'Auvergne

Problématique de l'action

Le Plan Bois-Energie est un programme de soutien à l'utilisation du bois-énergie, mis en place par l'ADEME, en partenariat avec les régions et les départements français.

Secteur d'intervention

- _ Habitat
- _ Déplacements
- _ Tertiaire public et privé
- _ Activités artisanales, commerciales, PMI/PME et agricoles
- _ Education

Lieu géographique d'intervention Département du Puy-de-Dôme (63) Cible

- Collectivités : mairies, communautés de communes, organismes HLM, associations gestionnaires...
- Professionnels : bureaux d'études, architectes et prescripteurs divers
- Agriculteurs et propriétaires forestiers
- Entreprises, PMI/PME
- Institutionnels (ONF-CRPF-DRAF, Interprofession...)

Objectif

Ce programme vise à favoriser le développement de chaufferies au bois déchiqueté, notam-

ment dans les secteurs collectif et tertiaire.

Doté de moyens financiers en termes d'aides à la décision et à l'investisse-



Développer le secteur du bois énergie en Pays Basque ?

ment, il comprend également un volet animation permettant de sensibiliser les acteurs locaux et d'accompagner les porteurs de projets.

Descriptif

1. Information et sensibilisation des élus : organisation de conférences (conférence départementale en 2003, colloque national CIBE (Comité Interprofessionnel du Bois-Energie) en 2006, organisation de visites de chaufferies bois (3 à 4 par an), accueil de l'exposition ITEBE en partenariat avec Auvergne Promobois en 2004.
2. Formation des publics cibles : formation de techniciens et agents de développement, organisation de 2 modules de formation pour les bureaux d'études en partenariat avec l'ITEBE en 2006.
3. Accompagnement des porteurs de projets : aide à la rédaction de cahiers des charges pour la consultation de

bureaux d'études (études de faisabilité, assistance à maîtrise d'ouvrage), réalisation d'études de pré-faisabilité, suivi de 25 projets de chaufferies bois avec ou sans réseau de chaleur.

4. Assistance à la structuration de l'approvisionnement : mobilisation des acteurs de la filière bois-énergie, évaluation de la ressource bois disponible sur le département du Puy-de-Dôme, participation à la mission d'assistance à la mise en place de plates-formes.

5. Valorisation et promotion de la filière bois-énergie à l'échelle départementale : participation à des groupes de travail (CIBE, AMORCE...), représentation de la filière au niveau du département et à l'extérieur.

Coûts et bénéfices

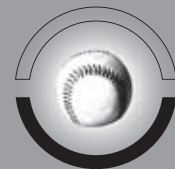
La mission d'animation du Plan bois-énergie sur le Puy-de-Dôme représente un budget de 76 000 € financé à 80 % par l'ADEME, le Conseil général du Puy-de-Dôme et le Conseil régional d'Auvergne.

Le solde de 20 % est autofinancé par l'Aduhme.

Partenariat

- ADEME
- Conseil général du Puy-de-Dôme
- Conseil régional

Source : www.aduhme.org



Un championnat vivant

Le championnat de France Elite Pro individuel 2013 a tenu en haleine les «pelotazale» de la 1ère journée à la grande finale du 3 mars. Les jeunes Alexis Inchauspé (qui a remporté les 2 premiers tours) et Baptiste Ducassou (vainqueur des 3 premiers tours) ont frappé fort pour leurs premières participations dans cette compétition. Ensuite, la «liguilla» avec les 4 demi-finalistes a été très disputée du début à la fin.

Il a fallu attendre la dernière rencontre de cette «liguilla» pour connaître le dernier finaliste qui allait affronter Waltary en finale. Il s'agit de Pascal De Ezcurra grâce à sa large victoire par 40 à 24 contre Patrick Oçafrain.

En finale, Pascal De Ezcurra a réalisé un 6-0, avant d'être rejoint à 8 par Waltary. Egalisations à 9 et 10, puis avance décisive de Waltary, qui est presque rejoint à 13-14 et mènera toujours de 3 à 7 points jusqu'à la victoire. Le Président de la Fédération a salué le public nombreux, espérant que les jeunes s'engagent toujours plus nombreux dans la pratique. Il a souligné la valeur des joueurs qui se sont donnés avec générosité et talent pour le plus grand plaisir des spectateurs. Il a rendu hommage aux efforts et aux exigences qui les ont menés jusqu'au podium.

Début du championnat de France main nue par équipes

Le Championnat de France main nue Elite pro par équipes a débuté le samedi 16 mars 2013 au trinquet Pleka de Sare. Il réunit 16 joueurs répartis en deux groupes avec la possibilité que les meilleurs du groupe B puissent intégrer le tableau majeur. La compétition connaîtra son épilogue le dimanche 28 avril en matinée à Bayonne (Moderne). La commission fédérale présidée par

Pascal Haroçarène a procédé à la sélection des joueurs qu'elle a regroupé au sein de deux entités, poule «forte» A et poule B. Les équipes ont ensuite été désignées par tirage au sort pour le groupe A : « avec la sélection qui met en lumière quelques jeunes athlètes, la composition des équipes, conformément à la demande



Pascal De Ezcurra et Agusti Waltary, les 2 finalistes

des pilotari, a été réalisée suivant le mode d'un tirage au sort » explique Pascal Haroçarène.

Une compétition ouverte

« Pour le groupe B, nous avons élaboré un classement pour définir les quatre formations ».

Ainsi, Philippe Bielle et Patrick Oçafrain, finalistes l'an passé, et Pascal de Ezcurra, également vice-champion de

France (tête à tête), se retrouvent en groupe B. Thierry Harismendy, titré l'an passé avec Patrick Ibarrola qui a depuis stoppé sa carrière, visera un nouveau sacre, cette fois, en compagnie d'Agusti Waltary lequel voudra aussi réaliser la passe de deux (individuel et deux à deux). La compétition regroupe huit équipes : Waltary-Harismendy, Sorhuet-Ducassou 2, Larrechea-Lambert 2, Etcheverry-Etcheto (groupe A), Bielle-de Ezcurra, Aguirre-Oçafrain, Lambert 1-Bonetbelche, Inchauspé-Jeannots (groupe B).

Les deux premiers du groupe A seront directement admis au stade des demi-finales (13 et 14 avril, à Saint-Pée et Baigorri), les 3e et 4e devront affronter en barrages, le 7 avril à Saint-Palais, les duos classés 1er et second de la poule dite « plus faible ». A priori, l'épreuve est ouverte même si le duo basco-cubain et la paire Sorhuet-Ducassou 2 réunissent la majorité des suffrages auprès des parieurs.

Esku Pilota

Gehiago jakiteko

Pour en savoir davantage :

www.eskupilota.net

Calendrier : Championnat de France Main Nue Elite Pro par Equipes 2013, Phases finales

Dimanche 7 Avril,
à Saint Palais/Donapaleu, Trinquet Saint Jaymes,
Premier barrage, à 17h00
Deuxième barrage, à 18h00

Samedi 13 Avril,
à Saint Pée sur Nivelle / Senpere, Trinquet Gantxiki,
½ finale Championnat de France Main Nue Cadets,
à 17h00
Première ½ finale, à 18h00

Dimanche 14 Avril,
à Saint Etienne de Baigorri / Baigorri, Trinquet Herriarena,
½ finale Championnat de France main nue Cadets,
à 17h00
Deuxième ½ finale, à 18h00

Dimanche 28 Avril 2013,
à Bayonne, au Trinquet Moderne,
Finale Championnat de France Main Nue Cadets,
à 10h00 Finale, à 11h00



L'influence de la Guerre d'Algérie

La guerre d'Algérie –longue de huit années, de 1954 à 1962 et qui à l'époque ne disait pas son nom puisqu'on parlait officiellement « d'opérations de police »- a marqué profondément le Pays Basque du nord de la Bidassoa ; des milliers de jeunes Basques ont vécu en Algérie pendant de longs mois. Cent deux d'entre eux y ont laissé leur vie, dont les noms sont inscrits sur le Mémorial d'Ixassou.

A l'époque, le sentiment nationaliste basque était à peine balbutiant en Iparalde ; c'est dire qu'il n'y eut pas ou très peu d'identification entre sentiment nationaliste basque et sentiment nationaliste algérien. On sait que quelques années plus tard, le mouvement ETA se référerait souvent à la lutte de libération algérienne dans ses analyses et que par exemple Gisèle Halimi, avocate du FLN fut aussi en 1970, l'avocate des accusés du Procès de Burgos.

Pour être ultra-minoritaires, les attitudes assimilant dans une certaine mesure la colonisation française en Algérie et la « colonisation » française au Pays Basque n'en existent pas moins et méritent d'être rappelées.

Un article de Herria incriminé

En juin 1957, le Parquet de Bayonne ouvrit une information judiciaire contre l'hebdomadaire Herria pour « provocation d'atteinte à la sûreté de l'Etat ». L'abbé Pierre Lafitte, directeur de Herria fut inculpé en vertu de la loi sur la presse.

L'article incriminé était une « Tribune Libre », écrite en français, parue en mai 1957, signée « Goratik », pseudonyme de l'abbé Pierre Larzabal, curé de Socoa, « Tribune Libre » qui fit partie d'une série de plusieurs articles consacrés au conflit algérien. Dans ces articles, « Goratik » prenait position en faveur de la constitution d'une vaste Eurafrique composée de l'Europe Unie et des pays d'Afrique du

Nord et d'Afrique Noire ; c'est dans ce cadre que le conflit algérien pouvait trouver une solution, en reconnaissant à l'Algérie-comme aux Basques-une certaine décentralisation ; il y avait deux extrêmes à éviter : l'indépendance algérienne d'une part, la disparition de l'Algérie dans la nation française, d'autre part. Mais « Goratik » allait un peu plus loin en posant la question : « Faudra-t-il se révolter ? » à propos des aspirations



L'abbé Pierre Larzabal (1915, 1988) source EKE

à la décentralisation des « colonisés » de la France métropolitaine ; il ajoutait : « S'il en est ainsi, les Algériens luttent pour nous et il nous reste à leur tirer notre ...béret et à méditer leur leçon. »

La plainte du docteur Jean Garat

C'est par un éditorial de Côte Basque Soir que le docteur Jean Garat, directeur de ce quotidien bayonnais ouvrit en juin 1957, les hostilités. Il affirmait que l'abbé Larzabal, dans son article, avait osé « prendre le parti des assassins d'Alger ». Le 15 juin, Côte Basque Soir annonçait qu'une information judiciaire était ouverte contre Herria.

Au-delà de la polémique qui opposa deux directeurs de journaux aux conceptions politiques différentes -le docteur Jean Garat et Côte Basque Soir étaient proches du Parti Radical et l'abbé Pierre Lafitte et Herria étaient proches

du Mouvement Républicain Populaire MRP, d'inspiration démocrate-chrétienne- cette affaire fut l'occasion d'une condamnation très ferme des milieux nationalistes français représentés par le docteur Jean Garat des positions nuancées de Herria, jugées représentatives d'un nationalisme basque au nord des Pyrénées, qu'il convenait de prendre d'autant plus au sérieux qu'il se permettait d'avouer quelques sympathies-quoique de façon bien timide, on l'a vu avec les fellagha algériens.

Quinze jours plus tard, le docteur Jean Garat signa un nouvel éditorial intitulé « Le séparatisme basque » ; pour lui, le nationalisme basque au sud des Pyrénées est un problème sérieux qui mérite le respect mais il n'en est pas de même au nord de cette chaîne de montagnes ; Jean Garat écrit : « Le séparatisme basque en France, n'a aucune base historique, politique ou économique... Tant que le « séparatisme basque » demeurerait dans l'absolu, cultivé par quelques poètes, quelques fantaisistes et quelques naïfs, il méritait notre sympathie amusée... Malheureusement, il est un autre aspect du séparatisme basque, qui s'est révélé ces derniers temps et qui est odieux. C'est le séparatisme basque allié au séparatisme algérien. Car le séparatisme algérien, lui, n'est pas une plaisanterie. C'est une menace redoutable pour la nation française. »

En janvier 1958, Jean Garat concèdera que ses sentiments sur le nationalisme basque ont évolué car la France est maintenant affaiblie : « Mais aujourd'hui, notre pays, déchu de sa grandeur, amputé de ses terres lointaines, maltraité par ses alliés, menacé par ses ennemis, est profondément divisé. » Cette affaire se termina par une ordonnance de non-lieu en mars 1958.

Jean-Claude Larronde



« Zazpiak-Bat » berri batentzat

EAJ-PNBk Aberri Eguna ospatzen du, Bilbon, 2013ko Martxoaren 31an, igandean, « Aberri berria » lelopean, XXI. mendeko Zazpiak-Bat-ean. Guretzat, erran nahi du Iparraldeko Lurralde Elkargoaren sorkuntza bere onarpen instituzionalarekin.

Gure Lurralde Elkargo bereziaren proiektua eskualde eta departamenduen eskumenetan oinarritzen da. Guretzat, egitasmo anbiziotsuena eta egingarriena da. Anbiziotsuena, Iparraldeari eman liezaiokelako eskualde mailako elkargo bat. Iparraldeko kudeaketa eskumenak litzuzke kudeatzeko bereziki : garapen ekonomikoa, lurralde antolaketa, kolegio eta lizeoen eraikuntza eta arraberritzea, ikerkuntza, zerbitzu zozialak eta hurbilezko garraioak.

Egingarriena, erakundeen sinplifika-

zio beharrei erantzuten baitu. Etorkezunean, Euskaldunek Lurralde Elkargo baten menpe liritezke, biga badirelarik gaur, Pirineo Atlantikako departamendua eta Akitania Eskualdea.

Emendakin bat Lurralde Elkargoaren alde

Iparraldeko Modem eta PSko hautetsi parlamentariari galdegiten diegu eraginkor izaitea.guttienez gizarte erakundeak

eta hautetsi gehiengoek ekartzen duten Lurralde Elkargoarentzat. Deserdiratze legearen emendakin bat izan behar da. Beren Lurralde Elkargo horren aldeko engeiamenduak argitasun osoa galdegiten dute hartu estrategiari buruz, Senatuan eta Legebiltzarrean emendakin hau bozka dezaten. deserdiratze buruzko lege egitasmoak Lyon-eko Lurralde Elkargo argiki aipatzen duelarik. Era berean, heldu den Apirilaren 07an, Alzaziarrek Lurralde Elkargo bakar batentzat bozkatuko dute, erreferendum baten bidez..

Euskal Herri Euro-eskualde bat ere defenditzen dugu, Iparraldeko Lurralde Elkargo, Eusko Autonomi Erkidego eta Nafarroako Foru Erkidegoen artean, guretzat Zazpiak-Bat gaurkotua litai-kena.



Source : www.euskosare.org

Pour un nouveau « Zazpiak-Bat »

EAJ-PNB fête l'Aberri Eguna, à Bilbao, ce dimanche 31 mars 2013, avec pour slogan « Aberri berria », « la nouvelle patrie », celle du Zazpiak-Bat (7 provinces composent un Pays Basque), du XXIème siècle. Pour le Pays Basque nord, cela signifie pour nous aujourd'hui, une reconnaissance institutionnelle par la création d'une Collectivité Territoriale spécifique au Pays Basque nord.

Notre projet de Collectivité Territoriale spécifique a pour noyau dur les compétences d'un département et d'une région. Il s'agit selon nous du projet le plus ambitieux et le plus réaliste. Le plus ambitieux, car il permettrait au Pays Basque nord d'être doté d'une institution de niveau régional qui aurait les compétences de gestion pour gérer, entre autres, le développement économique, l'aménagement du territoire, la construction et la rénovation des col-

lèges et des lycées, la recherche, les services sociaux et les transports de proximité.

Il s'agit du plus réaliste, car il répond au besoin de simplifier les institutions. A l'avenir, les Basques seraient gérés directement par une seule Collectivité Territoriale au lieu de deux actuellement, le département des Pyrénées Atlantiques et la région Aquitaine.

Un amendement pour la Collectivité Territoriale

Nous demandons aux élus parlementaires du Modem et du PS, issus du Pays Basque nord, de mener un travail de persuasion efficace pour qu'a minima le projet de Collectivité Territoriale du Pays Basque, porté par la société civile et la grande majorité des élus fasse l'objet d'un amendement à la loi sur la décentralisation. Leur engage-

ment en faveur de cette Collectivité Territoriale exige une transparence totale sur la stratégie adoptée pour que le Sénat et l'Assemblée Nationale votent cet amendement, alors que le projet de loi de décentralisation prévoit expressément la création d'une Collectivité Territoriale spécifique à Lyon. Dans le même temps, les Alsaciens se prononceraient sur une Collectivité Territoriale unique, le 7 Avril, par référendum.

Nous défendons également la création d'une euro-région Pays Basque composée de cette Collectivité Territoriale du Pays Basque nord, la Communauté Autonome du Pays Basque et la Communauté Forale de Navarre qui serait selon nous la version actuelle du Zazpiak-Bat.



Jordi Vera : « la majorité des Catalans sont indépendantistes »



Jordi Vera est le président de Convergence Démocratique de Catalogne, en Catalogne nord. Il nous explique la voie empruntée pour gagner l'indépendance de la Catalogne.

Quelle analyse avez-vous tirée des dernières élections autonomiques de novembre 2012 ?

CiU (1) s'est présentée aux élections avec un programme comportant la réalisation d'un référendum d'autodétermination et la création d'un Etat Catalan en exploitant toutes les possibilités légales, y compris celles votées par le Parlement de Catalunya. D'autres partis avaient un programme similaire: ERC, ICV, et CUP. Le PSC défendait le droit à décider, mais autorisé par Madrid.

L'ensemble des forces «souverainistes» ont remporté la majorité, CiU arrivant largement en tête. Un accord de gouvernance a ensuite été trouvé avec ERC qui soutient le gouvernement. Puis s'est dégagée une majorité pour l'autodétermination sans l'autorisation de Madrid, 85 députés sur 135: CiU, ERC, ICV et CUP, et avec le PSC, 107 sur 135, plus des deux-tiers.

Le processus vers la souveraineté catalane suit son cours. Le gouvernement espagnol du PP y est pour l'heure totalement hostile. Quelle sera l'issue de ce processus? CiU a toujours défendu l'idée qu'il serait légal. Quelles seraient les bases légales au cas où le Tribunal Constitutionnel le rejette ?

Nous avons insisté sur le fait que notre référendum serait convoqué en accord avec la légalité: l'espagnole si possible, la catalane si l'Etat le permet, ou bien l'internationale ! C'est notre ordre de choix, et nous ferons tout pour convaincre et réclamer le droit de consulter les Catalans. C'est un droit démocratique supérieur à toute Constitution. D'ailleurs Madrid pourrait faire comme le Royaume Uni, c'est-à-dire transférer au Parlement

Catalan le droit d'organiser un référendum moyennant l'article 152.2 de la Constitution. L'Espagne prouverait qu'elle est aussi démocratique que le Royaume Uni.



Si toutes ces voies sont fermées, il restera deux possibilités: la proclamation unilatérale ou bien la dissolution du Parlement Catalan et la convocation d'une élection plébiscitaire avec une liste commune de tous les partis favorables à l'indépendance qui porteraient dans leur programme le mandat impératif de proclamer un Etat Catalan.

Dans les sondages, le mouvement pro-Etat Catalan est au même niveau, largement majoritaire. Est-ce irréversible, est-ce un point de non-retour, comme l'a affirmé une fois Artur Mas ?

Depuis deux ans, les sondages disent à peu près la même chose : 50 à 54% de Catalans sont favorables à l'indépendance, 23 à 28% contre, et 10 à 12% sont indécis, le reste n'est pas intéressé.

Il faut savoir que ces 50-54% représenteraient plus de 72% pour l'indépendance. Mais les partis du «OUI» continuent leur campagne partout dans le pays pour élargir cette majo-

rité, en particulier dans les banlieues de Barcelona pour expliquer les avantages d'un Etat Catalan. Nous les rassurons concernant leur droit à conserver leur langue castillane qui garderait un statut officiel.

Quelles sont les mesures que prendront les institutions catalanes si un oui à l'Etat catalan l'emporte? Un nouvel Etat Catalan suppose en effet une reconnaissance internationale ainsi qu'une présence renouvelée dans l'Union Européenne. Quels sont vos atouts pour remplir ces objectifs ?

Dans les prochains mois, se mettra en place une Commission ad hoc, de «transition nationale pour un Etat propre», qui sera chargée d'étudier tous les aspects légaux et juridiques du nouvel Etat : fiscalité, continuité et garantie juridique des actes administratifs, retraites, sécurité sociale, monnaie, droit international, etc.

Le Parlement Catalan préparera aussi les lois qui d'accord avec nos compétences pourront servir de transition jusqu'au vote d'une future Constitution catalane.

Le gouvernement a déjà créé un organisme de Relations Extérieures chargé des aspects d'internationalisation et de communication du projet d'Etat Catalan. Nous sommes certains aujourd'hui que « le cas catalan » figure déjà en bonne place dans toutes les chancelleries comme sujet « à préparer » ou « à régler ». En tous cas, on ne peut pas mettre de bornes à la volonté d'un peuple.

(1) CiU : fédération qui regroupe *Convergencia Democrática de Catalunya* et *Unio Democrática de Catalunya*



Euskal iritzi hilabetekaria / Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers karrika - 64100 BAIONA/BAYONNE
Tél. 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Directeur de la Publication : Beñat Oteiza b.oteiza@eaj-pnb.eu

Arizmendi Inprimategia - Geltoki plazan, Donibane Garazi
Imprimerie Arizmendi, Place de la gare, Saint-Jean-Pied-de-Port
N° CPPAP 0613 P 11238

ARGIBIDEAK ETA HARPIDETZA RENSEIGNEMENTS ET ABONNEMENT

25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34
fax 05 59 59 54 84 - e-mail : contact@eaj-pnb.eu - site : http://www.eaj-pnb.eu
Lan tenoreak / Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

URTEKO HARPIDETZA / ABONNEMENT ANNUEL 20 EUROS Présidents des Herri Buru Biltzar :
Baiona-Angelu-Biarritze / Bayonne-Anglet-Biarritz : **Ramuntxo Camblong** 06 19 97 15 75 rxocamblong@hotmail.fr.
Baxe-Nafarroa-Xiberoa / Basse-Navarre-Soule : **Jean-Léon Larre**. Hendaia / Hendaye : **Marinette Apendisteguy** 05 59 20 73 31.
Lapurdi Barnekalde / Labourd intérieur : **Peio Etxeleku**. Donibane Lohitzun / Saint-Jean-de-Luz : **Jean-Pierre Etxeverri**.